



Regards sur l'éducation 2018

Les indicateurs de l'OCDE

Résumé en français

L'impact du milieu socio-économique sur l'équité de l'éducation tend à se ressentir tout au long de la vie

En dépit d'une élévation sensible du niveau de formation au cours de la dernière décennie, les individus sont moins susceptibles de fréquenter une structure d'éducation de la petite enfance, de réussir le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et d'accéder à des niveaux supérieurs d'enseignement si leurs deux parents sont peu instruits (un indicateur de milieu socio-économique défavorisé) plutôt que si l'un d'entre eux au moins est diplômé de l'enseignement tertiaire. Deux tiers des individus âgés de 25 à 64 ans dont les parents ne sont pas diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire devraient dépasser le niveau de formation de leurs parents, mais la plupart d'entre eux s'orienteront vers la filière professionnelle dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. La tendance est la même dans l'enseignement tertiaire : les jeunes âgés de 18 à 24 ans dont les parents ne sont pas diplômés de l'enseignement tertiaire ne représentent que 47% de l'effectif de nouveaux inscrits en licence ou en première formation de type long (ou formation équivalente), alors qu'ils représentent plus de 65% de leur groupe d'âge dans les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles. Ces inégalités se reflètent ensuite sur le marché du travail : les individus au plus diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire sont moins susceptibles de travailler et gagnent en moyenne 65% de ce que gagnent les diplômés de l'enseignement tertiaire.

Les différences entre les sexes sont favorables aux femmes durant les études, mais aux hommes sur le marché du travail

En moyenne, les garçons représentent 60% environ de l'effectif de redoublants dans l'enseignement secondaire et sont moins susceptibles d'être diplômés de ce niveau d'enseignement que les filles, qui sont dès lors plus nombreuses dans l'effectif diplômé de ce niveau. Les hommes sont aussi moins susceptibles que les femmes d'être diplômés de l'enseignement tertiaire : en moyenne, 38% des hommes en sont diplômés, contre 50% de femmes, selon la moyenne calculée dans le groupe d'âge des 25-34 ans en 2017 dans les pays de l'OCDE. Cet écart entre les sexes s'est creusé durant les dix dernières années.

En dépit de l'élévation de leur niveau de formation, les femmes restent pénalisées sur le marché du travail. En moyenne, 80% des jeunes diplômées de l'enseignement tertiaire travaillent, contre 89% de leurs homologues masculins, dans les pays de l'OCDE, et l'écart entre les sexes se creuse aux niveaux inférieurs de formation. De plus, les diplômées de l'enseignement tertiaire gagnent en moyenne 26% de moins que leurs homologues masculins dans les pays de l'OCDE. Cet écart salarial reflète l'écart observé entre les sexes entre les domaines d'études plus et moins rémunérateurs dans l'enseignement tertiaire, mais il peut aussi être imputable aux périodes plus longues d'inactivité ou de chômage des femmes, qui peuvent retarder les augmentations de leur salaire.

Les adultes nés à l'étranger ou issus de l'immigration sont moins nombreux dans l'effectif scolarisé et sont moins susceptibles de bien s'en sortir sur le marché du travail

Les immigrés de la première et de la deuxième génération sont sous-représentés dans l'effectif de premiers inscrits et de diplômés en licence et en première formation de type long dans les pays dont les données sont disponibles. Les adultes nés à l'étranger qui sont arrivés dans leur pays d'accueil après l'âge de 25 ans tendent aussi à moins participer à des activités formelles ou non formelles de formation que les adultes nés dans le pays ou que leurs homologues arrivés jusqu'à l'âge de 25 ans, parce qu'ils connaissent moins bien le système d'éducation et la langue de leur pays d'accueil.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les taux d'emploi des diplômés de l'enseignement tertiaire sont moins élevés chez les adultes nés à l'étranger que chez ceux nés dans le pays, mais l'inverse s'observe souvent chez ceux dont le niveau de formation est inférieur. Ces tendances différentes sont révélatrices non seulement des difficultés que rencontrent les diplômés de l'enseignement tertiaire nés à l'étranger lorsqu'ils cherchent à obtenir l'équivalence de leur diplôme et à faire reconnaître leur expérience, mais aussi de l'attractivité, pour les employeurs, des étrangers moins instruits qui acceptent d'être moins bien rémunérés. Les individus nés à l'étranger sont également plus susceptibles d'être sans emploi et de n'être ni scolarisés, ni en formation. En moyenne, 18% d'individus nés à l'étranger, contre 13% d'individus nés dans le pays, sont dans cette situation chez les 15-29 ans.

Malgré l'augmentation du budget public, le secteur privé finance une part considérable des dépenses totales au titre de l'enseignement préprimaire et tertiaire

Entre 2010 et 2015, les dépenses unitaires ont augmenté de 5% dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire et de 11% dans l'enseignement tertiaire. Les établissements d'enseignement restent essentiellement financés par les pouvoirs publics. En 2015, les pouvoirs publics ont financé 90% du budget de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire et 66% du budget de l'enseignement tertiaire. Comme les ménages financent une plus grande part du budget de l'enseignement tertiaire, les pays ont adopté des mécanismes financiers pour alléger leur fardeau. Dans les pays où les frais de scolarité sont les plus élevés, 75% au moins des étudiants bénéficient de bourses ou de prêts d'études.

Comme les taux de préscolarisation augmentent chez les 3-5 ans, les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement préprimaire ont également augmenté pour atteindre 83% du budget total en 2015. Au cours de la dernière décennie, la part publique du budget a augmenté de 4 points de pourcentage dans les pays dont les données sont disponibles. En moyenne, un enfant préscolarisé sur trois fréquente une structure privée dans les pays de l'OCDE, une proportion plus élevée qu'à aucun autre niveau d'enseignement non tertiaire.

Le corps enseignant reste loin de la parité

Les femmes constituent la quasi-totalité du corps enseignant dans l'enseignement préprimaire, mais en représente moins de la moitié dans l'enseignement tertiaire. Au cours de la dernière décennie, ce défaut de parité s'est aggravé dans l'enseignement primaire et secondaire, mais atténué dans l'enseignement tertiaire. Il est particulièrement difficile d'inciter les hommes à embrasser la profession d'enseignant : le salaire effectif moyen des enseignantes est égal ou supérieur à celui des diplômées de l'enseignement tertiaire qui travaillent à temps plein dans un autre secteur, mais les hommes qui enseignent dans l'enseignement primaire et secondaire gagnent entre 77% et 88% de ce que gagnent en moyenne leurs homologues diplômés de l'enseignement tertiaire qui travaillent à temps plein dans un autre secteur.

Entre 2005 et 2017 toutefois, le salaire statutaire des enseignants ayant les qualifications les plus courantes et 15 ans d'ancienneté a augmenté de 5% à 8% en moyenne dans l'enseignement primaire et secondaire et a dans l'ensemble retrouvé son niveau d'avant la crise dans les pays et économies de l'OCDE dont les données sont disponibles. Les enseignants sont également fortement incités à devenir chef d'établissement : les chefs d'établissement perçoivent un salaire effectif moyen supérieur de 35% au

moins à celui des enseignants et de 20% au moins à celui des autres actifs occupés diplômés de l'enseignement tertiaire.

Autres faits marquants

Les taux de scolarisation tendent à varier davantage entre les entités infranationales aux niveaux supérieurs d'enseignement. Toutefois, ce sont les taux de fréquentation des structures d'accueil et d'éducation de la petite enfance qui varient le plus entre les entités infranationales avant l'âge de 3 ans.

Dans la moitié des pays et économies de l'OCDE dont les données sont disponibles, les chefs d'établissement et les enseignants en poste dans des régions reculées bénéficient d'une prime.

Dans la moitié des pays et économies de l'OCDE dont les données sont disponibles, les chefs d'établissement et les enseignants en poste dans des régions reculées bénéficient d'une prime.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



[Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!](#)

© OCDE (2018), *Education at a Glance 2018: OECD Indicators*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/eag-2018-en